



Pôle  
Pastoral  
Zones  
Sèches

## **COMPTE-RENDU**

**DE**

### **L'ATELIER REGIONAL DE LANCEMENT DU PROGRAMME « PASTORALISME ET ENVIRONNEMENT EN ZONE SAHELIENNE »**

**Politiques et projets d'élevage en zones sèches : quels  
fonctionnements et quels besoins en outils d'information concernant  
les interactions Elevage & Environnement ?**

DAKAR, CESAG : 29-31 Janvier 2002

## INTRODUCTION

Cet atelier représente le lancement du programme « Pastoralisme et Environnement en zone Sahélienne » financé dans sa première phase pour deux années (2002-2003) par la FAO dans le cadre de l'initiative LEAD (Elevage Environnement et Développement) et confié au Pôle Pastoral Zones Sèches.

Ce programme a pour objectif principal, par l'analyse des mises en oeuvre des politiques d'élevage et l'élaboration d'un système d'information à différentes échelles destinés aux acteurs du développement de l'élevage, d'améliorer la gestion des interactions pastoralisme et environnement en favorisant les impacts positifs tout en réduisant les impacts négatifs.

L'intérêt régional pour la zone sahélienne d'un tel projet est évident et c'est pour aboutir à des produits répondant au mieux à la demande des utilisateurs de la sous-région que dès le lancement, le programme a cherché à créer un partenariat avec les collaborateurs de la zone sahélienne.

Les échanges ont été fructueux et diversifiés selon les profils des partenaires qui allaient du décideur ministériel à l'éleveur en passant par le chercheur.

Cette collaboration régionale se poursuivra lors des prochaines étapes du programme sous forme d'échanges à distance et d'ateliers afin d'élaborer ensemble des produits répondant au mieux à la demande. Par la suite, cette collaboration devrait solliciter davantage les partenaires régionaux afin d'appliquer ces systèmes d'information aux contextes nationaux.

## **I. JOURNEE DU 29 JANVIER. ACQUIS ET QUESTIONNEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME LEAD**

Cette journée a été consacrée à la présentation du contexte du programme ainsi qu'aux contextes nationaux.

### **I.1 PRESENTATION DES ACQUIS ET DES QUESTIONNEMENTS DE LEAD**

#### **I.1.1 COMMUNICATIONS**

- **L'initiative LEAD, les acquis scientifiques, le programme « Territoires arides »**  
(*P. Gerber, FAO*).

L'initiative LEAD date du début des années 90, lorsque le pastoralisme était marginalisé dans la recherche et dans le développement et que, dans un contexte de souci environnemental aiguë, la plupart des causes de dégradation des écosystèmes fragiles étaient imputées à l'élevage. En parallèle, s'affirmait une demande croissante en produits animaux et le besoin de mieux connaître les interactions entre l'élevage et l'environnement. L'objectif de cette initiative est d'aider les décideurs à améliorer la prise en compte des interactions entre l'élevage et l'environnement, tout en, a mentionné l'intervenant, réduisant la pauvreté.

Les réalisations de cette initiative multibailleurs lancée en 1993 sont en particulier :

- ✓ une étude argumentée sur les interactions Elevage – Environnement,
- ✓ la mise en place d'un centre virtuel à la FAO (<http://www.lead.virtualcentre.org>),
- ✓ la conception d'une boîte à outils informatique d'aide à la décision sur les interactions élevage-environnement (dite « Toolbox ») accessible sur le centre virtuel,
- ✓ la recherche de financements pour la mise en œuvre de projets thématiques et régionaux.

Le programme « Pastoralisme et territoires arides », également présenté ici, se justifie par :

- ✓ les intérêts sociaux et écologiques des zones arides,
- ✓ l'évolution en cours, avec en particulier les freins à la progression du pastoralisme, et les contraintes environnementales.

Ce programme mène des activités d'analyse, de diagnostic, de test sur les thèmes de la mobilité, de l'internalisation de la gestion et des biens publics par des instruments de sensibilisation, de formation, de planification et de décentralisation. Les outils et méthodes font appel entre autre aux SIG et à l'utilisation d'indicateurs.

- **Un outil d'aide à la décision : la « Toolbox » : objectifs et limites**  
(*B. Toutain, CIRAD*)

La Toolbox est un produit de l'initiative LEAD, et son principal objectif est de fournir un outil d'analyse et d'aide à la décision sur les interactions élevage-environnement.

La Toolbox est disponible sur Internet (cf adresse LEAD) et sur CD-Rom, et ses principales applications prévues sont : l'évaluation des impacts environnementaux des systèmes d'élevage, l'identification d'options appropriées, techniques ou politiques, en vue d'améliorer les effets positifs ou atténuer les effets négatifs de l'élevage sur les ressources naturelles. Les participants à l'atelier qui ne connaissent pas encore la Toolbox ont été invités à se familiariser avec cet outil sur un ordinateur en fin de journée.

- **La plate-forme virtuelle** (S. Pesseat, Cirad)

Le Centre Virtuel pour la Recherche et le Développement a été mis en place dans le cadre de l'initiative LEAD. Ce Centre Virtuel doit favoriser l'échange d'informations entre décideurs et chercheurs sur les interactions entre les besoins humains, la production animale et la durabilité des ressources naturelles.

Le Centre s'organise autour de trois plates-formes dont une francophone. Les différents menus et liens qu'on y trouve ont été présentés.

## **I.1.2 DISCUSSIONS**

Le débat a fait ressortir en particulier :

- ✓ le besoin d'une plus grande diffusion des résultats de la recherche auprès des éleveurs,
- ✓ la nécessité d'une articulation entre l'initiative LEAD et les conventions internationales sur la désertification, la biodiversité ou les changements climatiques,
- ✓ le besoin de définition plus précise des acteurs ciblés par LEAD et l'organisation du partenariat,
- ✓ le besoin de prise en compte des aspects sociaux dans les interactions élevage-environnement.

## **I.2 LE PROGRAMME PILOTE LEAD EN AFRIQUE DE L'OUEST ET LE PPZS**

### **I.2.1 COMMUNICATIONS**

- **Objectifs du programme pilote LEAD en Afrique de l'Ouest**  
(A. Ickowicz, PPZS /CIRAD)

L'objectif de ce programme, rebaptisé au cours de l'atelier « Pastoralisme et Environnement en zone sahélienne » est de mettre à la disposition des différents décideurs des informations sur les interactions élevage - environnement adaptées à la région. La durée du programme est de 2 ans renouvelables. Le financement est assuré par la FAO. Les décideurs ciblés vont des ministères aux organisations d'éleveurs, et sont concernés dans 6 pays sahéliens (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad). Les échelles d'intervention vont du niveau local de projet, au niveau des programmes régionaux d'information. La présentation a détaillé les objectifs spécifiques et les modalités de mise en œuvre des activités.

- **Le Pole Pastoral Zones Sèches (PPZS)** (A.T. Diop, PPZS/ISRA)

Le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) dénommé Pôle Pastoral Zones Sèches (PPZS) qui met en œuvre le programme s'appuie sur quatre institutions : ISRA, CIRAD, CSE et UCAD de Dakar. La présentation a abordé :

- ✓ la justification de sa création programmée depuis 1998, entérinée par la signature des statuts en 2001,
- ✓ ses missions de recherche, de partenariat et pour le développement,
- ✓ ses domaines de compétence, le pastoralisme et la gestion des ressources naturelles,
- ✓ sa démarche pluridisciplinaire et pluri institutionnelle,
- ✓ son mode d'organisation et de fonctionnement suivant les statuts du GIS,
- ✓ ses moyens liés aux conventions signées,
- ✓ l'état d'avancement des activités entreprises (5 projets en 2002).

- **Dynamique des systèmes pastoraux : le cas du Ferlo**  
(V. Ancey, PPZS /CIRAD)

Les études en analyse spatiale, en écologie et en socio-économie résumées dans la présentation avaient pour cadre les premiers diagnostics du PPZS visant à asseoir le programme scientifique du GIS. Elles illustrent l'évolution des systèmes pastoraux et le besoin d'information nécessaire à leur suivi.

Les résultats traduisent une évolution des paysages contrastée sur les trois sites d'étude, entre le Ferlo Nord, le Ferlo Oriental et le Ferlo Sud : au nord, homogénéisation de la végétation, pastoralisation, dynamique rapide ; à l'est, dégradation sensible et anthropisation de la végétation, permanence du pastoralisme, baisse des cultures ; au sud, expansion des zones cultivées, morcellement des parcours, concurrence entre élevage et agriculture. Dans tous les cas, la possession de bétail est un objectif lié autant à la sécurité économique familiale qu'au prestige.

Les stratégies de sécurisation mises en œuvre par les pasteurs ont également été citées, en particulier la mobilité et la diversification des activités.

Enfin, des pistes de recherche ont été présentées pour améliorer la connaissance disciplinaire et pluridisciplinaire des dynamiques écologiques et sociales des systèmes pastoraux.

- **Les interactions bétail-faune : le cas du parc de Djoudj** (I. Touré, PPZS /CIRAD)

L'étude avait pour objectif l'évaluation de l'impact du bétail fréquentant le parc sur la végétation et indirectement sur l'avifaune. Le dispositif de recherche a été présenté, ainsi que les principaux résultats qui incitent à étendre les évaluations à la faune sauvage (phacochères, chacals...).

Les recommandations de l'étude vont dans le sens de :

- ✓ l'élaboration d'un plan de gestion en concertation avec les communautés riveraines
- ✓ la mise en place d'aménagements pastoraux et de techniques de suivi et d'optimisation des bilans fourragers.

## **I.2.2 DISCUSSIONS**

Les discussions qui ont suivi ces communications ont été structurées autour de deux grands axes :

- ✓ quels enjeux spécifiques ? (sociaux, écologiques, économiques, institutionnels),
- ✓ quelles contraintes spécifiques pour gérer les interactions élevage-environnement ?

Les principaux points saillants concernent :

- ✓ l'ouverture à d'autres programmes en cours et la valorisation des résultats de programmes antérieurs,

- ✓ l'élargissement des domaines de suivi (environnemental plutôt qu'écologique),
- ✓ les modalités d'identification des activités au niveau du PPZS ainsi que sa composition,
- ✓ le ciblage des activités sur les préoccupations des éleveurs,
- ✓ l'implication des éleveurs dans les activités de recherche.

### **I. 3. QUELS OUTILS, QUELS BESOINS D'INFORMATION SUR L'E&E AU SAHEL ? POINTS DE VUE ADMINISTRATIF ET DES PROJETS**

#### **I.3.1 COMMUNICATIONS**

Les communications du **Niger** (M. Banoin, Faculté d'agronomie et M.Badougou, Ministère Ressources Animales) mettent l'accent sur le manque de données primaires (recensement du cheptel) pourtant nécessaires aux calculs nationaux de base (évaluation de la contribution économique de l'élevage), même si des études de cas fournissent des informations localisées (dépt de Maradi, sur l'utilisation pastorale des résidus de culture). Le bilan des systèmes d'information nationaux (tiré d'un test de réceptivité) explique leur faible impact sur les producteurs par l'inadaptation des supports de diffusion au contexte national (bulletins en français), les contraintes financières qui limitent l'usage de supports comme la radio et allongent les délais. Enfin, ces systèmes n'évoquent pas les aspects environnementaux ; à ce sujet, les éleveurs sont au contraire plutôt réticents à partager les informations sur la disponibilité des ressources, et peu préoccupés par la notion « d'environnement » *telle que* véhiculée par les services techniques.

Les exposés du **Burkina** (J. Zoundi, INERA et D.Kissou, DAPF) avancent que l'agriculture et l'élevage ne peuvent être dissociés et établissent un besoin de données quantitatives techniques (rendements, superficies, indicateurs d'état, infrastructures) et socio-économiques (pratiques, organisation de gestion, flux monétaires) de la part des décideurs. Les communautés demanderaient davantage d'information sur la qualité des pâturages et des eaux, les contacts avec les agriculteurs, les infrastructures, la législation de la transhumance, la sécurité des troupeaux et des éleveurs. L'analyse fait ressortir les difficultés de communication dues à l'analphabétisme, à l'insuffisance des effectifs et des moyens matériels du personnel, au manque de maîtrise des thèmes par les agents. Des zones pastorales semblent nécessaires pour protéger l'espace, et un travail est en cours pour créer des « unités de protection de l'élevage transhumant » dans le cadre administratif et sur le terrain.

L'exposé sur la **Mauritanie** ( A.T.Dia, CNERV) présente plusieurs expériences de projets d'élevage (DRIG, IEMVT, CNERV) et conclut à des problèmes d'échelle, à la faible prise en compte des priorités pastorales, à la connaissance insuffisante des systèmes pastoraux, notamment en socioéconomie, à la dispersion des données recueillies.

Les exposés sur le **Mali** ( O. Koné, Prodeso, et S. Cissé, IER) sont axés sur des approches particulières de l'élevage et de l'environnement : en développement, l'expérience des périmètres aménagés par le Prodeso souffre de coûts élevés, d'une faible appropriation locale, et de l'absence de code pastoral (jusqu'à son vote en février 2001). En recherche, l'approche « genre » de la gestion des ressources pastorales montre que l'ethnie et le système de production ont peu d'influence sur l'accès des femmes aux ressources. Les critères déterminants sont plutôt le statut des femmes (mères de famille ou non) et leur dotation en troupeaux. La gestion du troupeau, les spéculations foncières et commerciales restent nettement aux mains des hommes (seuls intermédiaires troupeaux/pâturages et troupeaux/marchés). La diffusion des coopératives féminines

permet parfois aux femmes de contourner cet état de fait mais elles sont le plus souvent encadrées par des hommes.

Les représentants du **Tchad** (D. Nadengar, DPP, et I. Yosko, LRVZ) exposent les mesures de formation de la DPP (ex Dir. de l'Organisation Pastorale) du Ministère de l'Elevage destinées à faire évaluer par les éleveurs les causes de dégradation, et leur faire exprimer des solutions. (296 éleveurs formés depuis 1995, dont 30 transhumants). Les difficultés viennent du manque de financement et du manque de formation des formateurs en andragogie. Le LRVZ, par la mise en œuvre de programmes (Ropanat, Ecologie pastorale, programme hydraulique, cartographie) affiche une base de données sur le milieu, destinée à apprécier les capacités de charge et faire des recommandations ; il s'oriente vers le montage d'un observatoire régional de la transhumance focalisé sur la gestion des ressources en eau. Mais dans les faits, le contexte national contraint le LRVZ à vivre de travaux ponctuels orientés vers une expertise discontinuée dans des conditions précaires.

### **I.3.2 DISCUSSIONS**

Les difficultés d'accès à l'information sont nombreuses et générales, et il faudra en tenir compte dans le programme LEAD. De plus, il faut distinguer les destinataires des informations, vérifier la pertinence des informations et distinguer également les informations existantes peu diffusées, des informations à produire.

Certaines informations stratégiques sont plus difficiles que d'autres à partager (opportunités des ressources commerciales ou naturelles), alors même que dans les pays de transit commercial de bétail, des informations sur les marchés seraient particulièrement utiles aux éleveurs. Le milieu professionnel « officiel » d'éleveurs et de commerçants de bétail, invoqué par tous, est polymorphe (souvent plus politique que syndicaliste) et peu représentatif de la société pastorale.

Les mots « ressources », « espace », « environnement » s'échangent parfois alors que les notions et les pratiques sont différentes. Ainsi, les découpages spatiaux des zones pastorales butent sur ces disparités d'approches et de priorités, et des désaccords ont pu bloquer certaines interventions de projets. Dans le même ordre d'idées, les représentants des éleveurs jugent insuffisants les contacts entre laboratoires de recherche et le monde pastoral (éleveurs, services techniques).

## **II. JOURNÉE DU 30 JANVIER : LA CIRCULATION D'INFORMATION : 1) LES ACTEURS, LES OUTILS. 2) LE CADRE INSTITUTIONNEL, LES CONTRAINTES.**

### **II.1 LES ACTEURS ET LES OUTILS DE L'INFORMATION. EXPÉRIENCES**

#### **II.1.1 COMMUNICATIONS**

- **Etude de cas. La transmission des informations : synthèse des études de cas au Sénégal (A. Bâ, UCAD /PPZS, L. Boutinot CIRAD /PPZS)**

La transmission des informations semble plus facile à faire « descendre » (de bailleurs – concepteurs vers les populations) qu'à faire remonter, et doit s'accommoder des

interférences dues aux équipes techniques locales, aux administrations et aux services étatiques décentralisés, et /ou élus locaux.

Les informations sont techniques mais le contexte social n'est pas assez considéré.

La participation des populations se construit souvent hors conception du projet, par une contractualisation aux termes imposés, par une négociation avec des interlocuteurs partiellement représentatifs, et/ou par des revendications à posteriori.

Les réajustements des projets aux demandes des populations se réalisent en cas de blocage de la situation ou ne se réalisent pas jusqu'à la clôture du projet

## II.1.2 DISCUSSIONS

Lors de la discussion, les représentants des divers projets représentés ont manifesté leur regrets de ne pas avoir été suffisamment consultés pour la finalisation de cette étude comparée. Ils ont été informés des circonstances dans lesquelles ce travail a été mené et de son caractère provisoire. Les bases pour une meilleure concertation future ont été jetées. Des compléments d'information ont été apportés par les représentants. Néanmoins, les conclusions de l'étude quant à la circulation de l'information n'ont pas été critiquées.

Lors de la discussion concernant les besoins en information des Projets de développement d'une part, et des Éleveurs d'autre part, les thèmes suivants ont été abordés mais devront être approfondis lors des prochains ateliers :

### Éleveurs

Qui ?	Quelle information manquante – contenu, thèmes ?	A quel usage ?	Quelle forme ?	Quelle source ?
Pasteurs & Agro-pasteur	✓ Pluviométrie	Transhumance	A temps ! Basé sur les système traditionnels	AGRHYMET
	✓ Santé (peste bovine, PPCB)			
	✓ Circuits commerciaux – prix sur les marchés			
	✓ Réussite – échecs de projets pilotes			
	✓ Accès au ressources pastorales : législation (lois, codes), conséquences de la décentralisation			
	✓ Techniques de culture fourragère			
	✓ Opportunités de partenariat, de montage de projets			
	✓ Organisation des projets et institutions			
Organisations professionnelles	✓ Besoin de formation (scolarisation)	Planification Soutien aux éleveurs	Etat par Etat («zone» par zone) au niveau régional	
	✓ Capital du bétail			
	✓ Ressources hydriques			
	✓ Nombre de familles d'éleveurs			
	✓ Niveau d'exploitation du cheptel			
	✓ Taux de croissance			
	✓ Etendue de l'espace pastoral			
	✓ Existence et contenu du code pastoral			
✓ Evaluation des pâturages dans les différentes zones de transhumance				
✓ Productions en viande et en lait				
✓ Pratiques d'élevage				



## Décideurs locaux, projets

Quelle information manquante – contenu, thèmes ?	A quel usage ?	Quelle forme ?	Quelle source ?
✓ Règles traditionnelles de gestion des pâturages, Charia,			
✓ Marketing, accessibilité au marché, sécurisation des débouchés			

Lors des débats, les points de vue suivants ont été mis en exergue :

- ✓ Les éleveurs sahéliens sont en grande majorité musulmans, et la prise en compte du facteur religieux dans la législation et réglementation en matière d'élevage (ex. le code pastoral Mauritanien) est un facteur de réussite de leur point de vue.
- ✓ Constat d'une certaine rupture entre « pastoralisme scientifique » (approche pluridisciplinaire associant zootechnie, botanique, économie, géographie, etc.) et « pastoralisme traditionnel » (approche intégrée au niveau de l'éleveur, mêlant connaissance technique et culture). Arriver à faire dialoguer les deux est un enjeu important, particulièrement lorsqu'on s'intéresse aux interrelations environnement – élevage. En effet, le concept d'environnement et son utilisation doivent être éclaircis au sein des différents groupes d'acteurs (éleveurs, décideurs locaux et nationaux, techniciens et chercheurs) : que signifie « environnement », que souhaite-t-on inclure dans ce terme, quelles différences entre environnement et ressource pastorale, etc.

Les éleveurs présents se sont déclarés prêts à collaborer à la mise en œuvre du Système d'Information et à son alimentation.

Le représentant de la Maison des éleveurs de Saint-Louis a mentionné des moyens de communication traditionnels et performants (éclaireurs, marchés, regroupements religieux). Le Système d'Information envisagé pourrait les utiliser et les développer pour les types d'information qui s'y prêtent.

## **II.2 LE CADRE INSTITUTIONNEL ET L'INFO VIVANTE : ACQUIS, CONTRAINTES, REFLEXIONS A L'ECHELLE REGIONALE**

### **II.2.1 COMMUNICATIONS**

Les deux orateurs sont venus présenter des travaux conduits dans deux programmes régionaux du CILSS, l'Institut du Sahel (INSAH) et AGRHYMET.

- **Le programme LULC de l'Insah (Khassoum Dieye)**

Le programme *Land use, land cover* c'est-à-dire Occupation et utilisation des terres, de l'INSAH, fait un état des changements survenus depuis 30 ans et tente d'analyser les forces qui sont à l'origine de ces modifications des terroirs pour tenter d'en déduire les conséquences à venir. Il porte sur 4 pays actuellement. L'outil de travail est un système d'information :

- ✓ les données sont de nature biophysique dans la mesure où elles restent peu coûteuses et fiables,

- ✓ des données secondaires ; mais celles-ci sont disparates,
- ✓ les perceptions des populations à travers le fonctionnement de *focus groups*,
- ✓ des enquêtes économiques (ménages) et des valeurs socioculturelles.

Les outils d'analyse et de traitement doivent rester peu onéreux. Le programme intègre des éléments de suivi de l'impact sur l'environnement, de population, de socio-économie, d'infrastructures, etc. Il reste encore beaucoup à faire, notamment sur les déterminants politiques et économiques. Par exemple la transhumance n'est pas encore intégrée.

- **Le système d'information régional d'Agrhymet** (*Bakary Djaby*).

Le système d'information régional sur la sécurisation alimentaire et la gestion des ressources naturelles, réserve une place relative à l'élevage.

Les données proviennent de neuf pays du CILSS, et aussi des images satellitales et de données biophysiques prises à l'échelle régionale. L'information est destinée aux décideurs, aux chercheurs et aux techniciens. Les objectifs sont principalement de détection de problèmes relatifs à la sécurité alimentaire et aux ressources naturelles, de prévention et de définition et localisation de pratiques agricoles ou pastorales.

Le programme AP3A est à l'origine d'une base de données régionales et harmonisées. En matière d'élevage, on ne disposait au départ que d'informations nationales sur les effectifs et la santé animale. Des CD Rom ont été mis à la disposition des participants.

L'un des produits de synthèse est l'analyse de la vulnérabilité. Sont présentées aussi diverses cartes régionales, qui sont à la base de cette analyse de la vulnérabilité : les systèmes de production, les pressions agricole et pastorale, les potentialités agricoles, la dynamique des systèmes agricoles.

Des besoins d'information sont mis en évidence : par exemple les informations primaires sur l'élevage, et la place de l'élevage dans les restitutions minérales aux sols. On doit aussi établir un lien entre les recherches locales et les recherches régionales : les données nationales sont confrontées au problème de transfert d'échelle. Se pose la question de quels indicateurs sont régionalisables.

## **II.2.2 DISCUSSIONS**

Lors du débat qui a suivi, les deux orateurs ont souligné dans leurs réponses les points suivants :

Pour M. Dieye : le succès de ces bases repose aussi sur les disponibilités d'outils et de moyens de traitement. Les cibles se réfèrent surtout aux enjeux politiques et institutionnels. Les éléments suivis ont été identifiés lors d'un atelier sur le suivi environnemental. Le programme veut aussi identifier les contraintes pour formuler des options.

Pour M. Djaby : il a précisé les conditions d'accessibilité des données, qui varient selon le niveau de ces informations. L'analyse de la vulnérabilité est orientée sur la sécurité alimentaire et repose sur la typologie des systèmes de production. Il existe dans les Etats partenaires des relais nationaux avec qui ils travaillent de façon prioritaire et qui servent de relais. Il exprime le souhait d'établir des liens avec le PPZS et le Centre virtuel de LEAD.

### II.2.3 COMMUNICATIONS

Les deux interventions suivantes ont porté sur le programme régional ROSELT.

- **Le programme Roselt/OSS** (*Maud Loireau IRD*)

Mme Maud Loireau a pris la parole au nom du coordinateur régional empêché pour raisons de santé. Il y a une réelle convergence d'objectifs entre ROSELT et LEAD. Il existe des préoccupations communes sur la question des relations entre les hommes et leur environnement naturel. L'objectif est la production d'outils d'aide à la décision.

ROSELT n'est pas un projet mais un programme à long terme, un réseau sur tout le pourtour saharien. Les activités ont commencé plus tôt en Afrique du Nord, elles démarrent actuellement en Afrique de l'Ouest, elles sont en préparation en Afrique de l'Est. Le but est de se doter d'un système de suivi environnemental des processus de désertification, et représente une contribution à la mise en œuvre de la Convention de lutte contre la désertification.

- **Un opérateur national ROSELT : le CSE . Articulation des données nationales et régionales** (*A. Ka. CSE*)

Le CSE est un organisme sénégalais, maître d'œuvre du programme ROSELT au Sénégal. Concernant ROSELT, les finalités du réseau sont : la coordination du recueil des données, la restitution de connaissances utilisables, la diffusion de l'information. Le CSE a donc des activités de surveillance du milieu sur les sites observatoires, l'analyse et l'interprétation des données, la mise en évidence des dynamiques fonctionnelles. Et enfin l'élaboration de produits d'aide à la décision.

### II.2.4 DISCUSSIONS

Les réponses aux questions ont été en résumé les suivantes. ROSELT a entrepris un gros travail d'harmonisation des données. Il est rappelé qu'il cherche des indicateurs de changement. Les contacts existent depuis le départ avec les institutions régionales comme AGRHYMET. Les critères de choix des sites observatoires ont été précisés. Les objets des suivis ont été précisés.

Un débat a porté sur les raisons qui ont entraîné la désaffection des réseaux de suivi, alors qu'un besoin est nettement exprimé d'un dispositif d'alerte précoce pour l'élevage. AGRHYMET veut avancer sur ce sujet, comme cela a été réalisé pour l'agriculture, mais il manque encore un certain nombre de principes et de données.

Les participants soulignent que les évaluations de la contribution de l'élevage au PIB sont très sous-estimées, en raison de l'absence de recensement du cheptel depuis plusieurs années. Ces données devraient être actualisées.

Les données doivent non seulement être disponibles mais aussi accessibles. Il semble important à ce stade d'examiner avec attention comment pourront s'organiser les échanges et des communications entre les organismes. Des échanges très utiles se sont établis entre institutions lors des épisodes de sécheresse. Il est nécessaire de trouver des indicateurs accessibles et compréhensibles par le plus grand nombre.

### III.) JOURNEE DU 31 JANVIER : OUTILS, DEMARCHES. PROGRAMMATION.

#### **III.1 POUR UN SYSTEME D'INFORMATION E&E, ET POUR UNE MEILLEURE COMMUNICATION ELEVEURS - DECIDEURS**

Deux exposés ont été présentés. L'un porte sur un système d'information E&E au sens large et l'autre sur les expériences de l'ARED.

##### **III.1.1 COMMUNICATIONS**

- **Proposition de SIEE au sens large** (*I. Touré, CIRAD / PPZS*)

L'exposé s'est articulé autour de cinq points :

- ✓ Quels concepts utiliser ?
- ✓ Pour quelles finalités ?
- ✓ A quelles destinations ou usages ?
- ✓ A quelles échelles ?
- ✓ Sous quelles formes de produits ?

Pour illustrer la mise en place du système, une matrice à double entrée a été proposée :

- ✓ une entrée acteurs : décideurs, chercheurs, techniciens, producteurs (éleveurs, agro-éleveurs)
- ✓ une entrée échelle : locale, nationale et régionale.

- **Expériences de l'ARED = Associated Research for Education and Development** (*S. Fagenberg-Diallo*)

Cette ONG créée en 1990 édite en langues locales des ouvrages thématiques, (65 titres en pular), vulgarise les approches participatives et diffuse l'alphabetisation fonctionnelle en milieu pastoral à trois niveaux : alphabétisés, néo alphabétisés ou non alphabétisés.

##### **III.1.2 DISCUSSIONS**

Pour le premier exposé, l'ensemble des participants s'accorde sur la difficulté et la complexité de la mise en place d'un système intégré. La définition des acteurs et leur classification ne sont pas perçues par tous de la même manière, tout comme la façon d'organiser le système. Certains ont suggéré d'y intégrer le type d'informations à collecter (en lien avec les acteurs). Pour d'autres, le concept même de l'« environnement » au sens de LEAD semble restrictif.

Par contre, l'échelle à trois niveaux est bien perçue et soutenu surtout dans le cadre de la mise en place d'un système d'alerte précoce.

S'agissant de l'exposé sur les expériences de l'ARED, beaucoup se sont interrogés sur son extension et sa reproductibilité à l'échelle nationale et régionale, sous la contrainte de la diversité linguistique.

Quelques intervenants ont tenté de faire un lien entre les acquis de l'alphabétisation fonctionnelle au niveau local et la construction d'un système de collecte de données structurées et cohérentes.

L'alphabétisation ouvre de grandes perspectives permettant aux éleveurs de participer de façon efficace à l'élaboration d'un système d'information sur l'environnement.

La conclusion générale est que la mise en place d'un système d'information intégré E&E est un processus qui n'est qu'à ses débuts. Beaucoup d'idées demandent à être mûries pour aplanir les différents niveaux de compréhension des concepts.

### **III.2. SYNTHÈSE DE L'ATELIER ET PROPOSITIONS DE PROGRAMMATION DES ATELIERS SOUS REGIONAUX**

Les rapports des demi-journées ont été présentés par les rapporteurs et complétés par les participants.

Les travaux et les échanges de l'atelier régional de lancement LEAD permettent de préciser les périodes et le contenu des activités définies entre la FAO et le PPZS. Le coordonnateur propose la programmation de « Pastoralisme et environnement en zone sahélienne » pour 2002-2003. Les trois activités (analyse, SIEE, test et validation), seront menées à travers :

- ✓ la poursuite des travaux du PPZS au Sénégal sur l'analyse des processus de décision et sur l'élaboration d'un pré-modèle de SIEE
- ✓ 1 ou 2 ateliers régionaux en 2002, si possible avant juin, avec pour objectif de partager les concepts, préciser les besoins, élaborer un modèle commun de SIEE.
- ✓ une collaboration à mettre en place avec des programmes régionaux (Roselt, Insah, Agrhymet). Elle doit débiter par des missions et des échanges au premier semestre 2002 qui permettront de préparer les ateliers régionaux.

La programmation est approuvée, il reste à définir le mode de contribution des institutions au programme, le choix du nombre, du lieu et taille (nombre d'Etats représentés) des ateliers régionaux. La nécessaire dimension régionale du programme est réaffirmée par tous.

L'atelier est clos à 16h.